

davantage de risques, et ils seront peut-être amenés à faire des choix de carrière différents. Cet argument s'appuie manifestement sur l'hypothèse que les taux d'imposition ont un effet sur l'incitation à travailler. Théoriquement, des travailleurs pour qui le taux d'imposition serait plus faible souhaiteraient soit travailler moins, étant donné qu'il leur faudrait un revenu moindre pour maintenir leur niveau de vie existant, soit travailler plus fort, puisqu'ils empocheraient plus d'argent, après impôt, pour chaque heure travaillée. Les études empiriques réalisées à ce jour ne permettent guère de déterminer lequel de ces effets l'emporte.

Cela signifie qu'il n'y a aucune preuve que si vous réduisez l'impôt sur le revenu et augmentez en contrepartie les taxes à la consommation, les gens travailleront plus fort. Il semble que cela ne change rien. Même en dehors de cette question contestée, de façon générale, à moins que les travailleurs ne souffrent d'une illusion fiscale d'un genre ou d'un autre lorsque pareil mélange fiscal est modifié, déplacer le fardeau fiscal du revenu à la consommation ne devrait avoir aucun effet sur l'incitation à travailler. Le taux marginal d'impôt effectif pour un travailleur ne change pas si le taux d'imposition de ses revenus baisse mais que le taux de la taxe sur les produits et services qu'il achète augmente d'autant.

• (1710)

En d'autres termes, on lui enlèvera cet argent d'une façon ou d'une autre. Peu importe qu'on le lui enlève au titre de «l'impôt sur le revenu» ou au titre d'une «taxe à la consommation». Le gouvernement plonge la main dans la poche du travailleur et prend de l'argent.

Théoriquement, des travailleurs pour qui le taux d'imposition serait plus faible souhaiteraient soit travailler moins, étant donné qu'il leur faudrait un revenu moindre pour maintenir leur niveau de vie existant, soit travailler plus fort, puisqu'ils empocheraient plus d'argent, après impôt, pour chaque heure travaillée. Les études théoriques qui ont été faites montrent qu'il n'y a aucune différence.

En d'autres termes, les travailleurs se trouvent dans la même situation après impôt, que la taxe soit perçue sur le revenu ou sur les produits et services qu'ils consomment. Il est par conséquent difficile de voir comment leurs habitudes de travail changeraient en réaction à pareil déplacement à l'intérieur du régime fiscal.

Tout cela n'est, bien sûr, que de la pure flagornerie. Tout ce que l'on veut, c'est trouver une bonne excuse pour déplacer le fardeau fiscal des riches fabricants qui financent les campagnes politiques des Tories sur les moins fortunés.

Le sénateur Kirby: Sénateur Gigantès, pourriez-vous, à la lumière des données économiques dont vous nous faites lecture, nous donner votre avis sur la question suivante? Aujourd'hui, j'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs économistes de premier plan qui comptent parmi ceux qui établissent les meilleures prévisions économiques au pays. Les pronostiqueurs économiques ne s'entendent pas toujours sur le détail, mais ils sont d'accord sur les grandes lignes du tableau économique du pays pour 1991 et 1992.

Selon l'économiste que vous choisirez parmi cet illustre groupe, il vous dira peut-être que la récession en cours va durer au moins jusqu'au milieu de l'année 1991. Voilà ce que dira le plus optimiste. Les plus pessimistes vous diront que la récession durera jusqu'au printemps 1992.

D'autre part, si vous les interrogez sur la cause de la récession ou si vous leur demandez quelles mesures doivent être prises pour réduire les effets de la récession et pour en sortir le pays, ils feront deux observations relativement parlantes. La première est que la récession sera plus longue et plus profonde plus les taux d'intérêt demeurent élevés. Ils vous diront que c'est l'hésitation des Canadiens à emprunter en période incertaine, lorsque les taux d'intérêt sont aussi élevés qu'ils le sont à l'heure actuelle, qui entretient la récession.

La deuxième chose que ces économistes souligneront est que c'est la politique de la Banque du Canada de maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé tant que l'inflation n'a pas été extirpée de l'économie. Je m'empresse de souligner une nouvelle fois aux honorables sénateurs que ces observations ont été faites par un échantillon assez représentatif d'économistes chevronnés du secteur privé et de banques. D'après eux, l'incidence de la TPS sur le taux d'inflation sera de l'ordre de 2 à 2,5 p. 100.

Pourriez-vous, à la lumière de ce que vous nous avez lu jusqu'ici, nous dire ce que vous pensez de la situation dans laquelle nous nous trouvons et que d'aucuns qualifieraient d'illogique ou d'irrationnelle? Le gouvernement se propose de prendre des mesures qui augmentent le taux d'inflation de 2 à 2,5 p. 100. Face à cette augmentation et à un taux d'inflation de cet ordre, le gouverneur de la Banque du Canada maintient que les taux d'intérêt doivent demeurer élevés pour faire baisser l'inflation. Or, tous ces économistes de renom pensent que la politique de taux d'intérêt élevés est justement l'un des facteurs clés dans la récession et qu'elle contribuera en fait au prolongement de celle-ci. C'est ainsi que nous nous trouvons dans une situation où l'entrée en vigueur de la TPS, ajoutée à la politique du gouverneur de la Banque du Canada, amènera une récession qui a de fortes chances d'être plus longue et plus profonde. D'ailleurs, dans ces circonstances, il est probable qu'elle dure jusqu'au début sinon jusqu'au milieu de l'année 1992. En d'autres termes, cette récession va durer pendant encore 15 à 18 mois.

Pourriez-vous, à la lumière de ce que vous nous lisiez relativement aux taux marginaux d'imposition, vous prononcer sur l'illogisme apparent auquel nous nous trouvons confrontés, le ministre des Finances prônant une politique conçue dans le but de faire baisser l'inflation, le gouverneur de la Banque du Canada faisant de même, et le premier ministre du pays disant que l'objet de la politique économique est de mettre fin à la récession? Pourriez-vous essayer de mettre un peu d'ordre dans ces trois déclarations, que je trouve plutôt contradictoires? Il ressort de la discussion que j'ai eue plus tôt dans la journée avec ces 15 économistes qu'ils ont été tout à fait incapables de trouver une quelconque logique dans tout cela.

Le sénateur Gigantès: Je vous remercie de votre question, sénateur. Vos amis économistes ont parfaitement raison. Nous sommes en période de récession et le gouvernement augmente les taxes. Il retire davantage d'argent de l'économie. Les gens qui achètent ont moins d'argent pour acheter. C'est pourquoi les ventes chuteront pour plusieurs industries. Les profits seront moindres. S'il y a moins de profits, il y aura moins d'argent à investir. Emprunter pour investir est prohibitif, et c'est là l'une des causes de la récession. Les taux d'intérêt sont trop élevés.

Les taux d'intérêt étant trop élevés, nos exportations ont énormément souffert, ce qui a amené la perte d'un grand nombre d'emplois. Toutes ces personnes qui ont perdu leur